

POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE

Mission civile EUCAP Sahel Mali

Mise à jour: mars 2015

La crise au Mali révèle les difficultés de l'Etat à instaurer son autorité sur le territoire national dans le contexte d'une instabilité accrue dans le Sahel. Elle relève également le besoin d'améliorer les pratiques de gouvernance et la capacité des institutions pour que la population malienne bénéficie pleinement de ses droits, dont le droit à la sécurité et à la justice. Le rétablissement de la sécurité et d'une paix durable au Mali est un enjeu majeur pour l'Afrique et l'Europe.

La mission civile **EUCAP Sahel Mali** lancée le 15 janvier 2015, à l'invitation du gouvernement du Mali, constitue un élément important de l'approche régionale de la stratégie de l'Union européenne pour la sécurité et le développement au Sahel.

En complément des actions au Mali de la mission EUTM de soutien aux forces armées maliennes et de la Délégation de l'Union européenne, et en lien avec les missions EUCAP Sahel Niger et EUBAM Libye, la mission **EUCAP Sahel Mali** assiste le gouvernement malien dans la réforme de ses Forces de Sécurité Intérieure (FSI) pour qu'elles apportent plus de sécurité et de justice aux maliens.



EUCAP Sahel Mali s'inscrit en soutien de la volonté des autorités maliennes qui ont dédié l'année 2015 à la restructuration des forces de défense et de sécurité.

Mandat de la mission

En appui de la dynamique malienne de restauration de l'autorité de l'Etat et en étroite coordination avec les autres acteurs internationaux, notamment la MINUSMA, EUCAP Sahel Mali assiste et conseille la Police Nationale, la Gendarmerie Nationale et la Garde Nationale dans la mise en œuvre de la réforme de la sécurité fixée par le nouveau gouvernement, dans la perspective de :

- **Améliorer leur efficacité opérationnelle**
- **Rétablir leurs chaînes hiérarchiques respectives**
- **Renforcer le rôle des autorités administratives et judiciaires en matière de direction et contrôle de leurs missions**
- **Faciliter leur redéploiement au nord du pays**

FAITS ET CHIFFRES

Lieu : République du Mali Quartier général : Bamako

Mandat initial : Janvier 2015-Janvier 2017

Chef de Mission : Albrecht Conze (Allemagne)

Personnel : 110 (80 européens et 30 maliens à l'été 2015)

Etats contributeurs: Janvier 2015, 13 États Membres de l'UE

Budget : 11,4 millions d'euro pour 2015



Activités de la mission

La mission EUCAP Sahel Mali comprend une équipe de conseillers et de formateurs qui travaillent avec les forces de sécurité intérieure et les ministères de la Sécurité et de la Défense pour améliorer le système de ressource humaine, réorganiser la formation, et donner des formations à une masse critique de cadres « d'avenir ».

Les autorités maliennes et la Mission se sont conjointement fixé un premier objectif de 600 cadres officiers et sous-officiers formés durant la première année 2015. L'objectif final serait de former à terme un tiers des cadres de la Gendarmerie, de la Garde Nationale et de la Police.

Chaque cadre reçoit une formation de 4 semaines correspondant à 100 heures de cours sur les sujets comme le commandement du service, la police judiciaire, la police de proximité, la police technique et scientifique, les droits de l'homme et le genre, etc. EUCAP Sahel Mali forme également des experts en techniques policières, dans la lutte contre le crime organisé, et le terrorisme, en contrôle et audit des services, en soutien aux ressources humaines et logistique, etc.

En plus de coopérer et de se coordonner de manière très étroite avec la MINUSMA, la Mission travaille avec la société civile car elle est un acteur primordial pour accompagner les réformes décidées par le gouvernement pour qu'elles soient comprises par la population.



La politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne inclut la définition progressive d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune. La PSDC permet à l'Union de développer ses capacités civiles et militaires de gestion des crises et de prévention des conflits à l'échelle internationale. Elle contribue ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationale, conformément à la charte des Nations unies. La PSDC comprend une importante composante "prévention des conflits".

Basée à Bruxelles, la Capacité civile de planification et de conduite (CPCC) est la structure permanente chargée d'assurer de façon autonome la conduite opérationnelle des opérations civiles menées au titre de la PSDC. Placée sous le contrôle politique et la direction stratégique du Comité politique et de sécurité, et sous l'autorité générale du Haut Représentant, la CPCC assure la planification et la conduite effectives des opérations civiles de gestion de crises relevant de la PSDC, ainsi que la mise en œuvre appropriée de l'ensemble des tâches liées aux missions.

D'autres informations et documents de référence figurent aux adresses <http://www.eeas.europa.eu/csdp> et eeas.europa.eu.